



Gilets jaunes: la révolte des subalternes

Christophe Mileschi

► To cite this version:

Christophe Mileschi. Gilets jaunes: la révolte des subalternes. *Historia Magistra. Rivista di storia critica*, 2018, N. 28. hal-04290393

HAL Id: hal-04290393

<https://hal.parisnanterre.fr/hal-04290393>

Submitted on 16 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Gilets jaunes, ou la révolte des subalternes¹

Le mouvement des Gilets Jaunes se présente, à l'origine, comme une révolte des automobilistes : il débute à l'annonce d'une augmentation, au 1er janvier 2019, de la taxe sur les carburants. Plus 3 centimes sur le gazole, plus 6 sur l'essence. La somme peut sembler minime (elle équivaldrait à un surcoût de 1,5 à 3 euros pour un plein de 50 litres), ou, inversement, la réaction paraître disproportionnée. Maintes mesures pénalisant plus lourdement les contribuables ont été promulguées, depuis des années et des décennies, sans susciter de protestations aussi vives. Il faut donc supposer qu'on est ici devant un phénomène dont rend compte l'expression bien connue de « la goutte d'eau qui fait déborder le vase ». L'annonce de cette augmentation, parce qu'elle s'ajoute à de nombreuses mesures précédentes allant toujours dans le sens d'un alourdissement du budget des ménages, notamment modestes, joue le rôle, plutôt que de cause à proprement parler, de facteur déclenchant : l'étincelle qui met le feu aux poudres, selon une autre expression. C'est que les poudres étaient déjà là, et déjà prêtes à s'embraser.

La raison avancée pour justifier cette augmentation a aussi son importance dans l'explosion de la colère : le gouvernement a présenté cette nouvelle taxe comme une *mesure écologique*, visant à « taxer » et à dissuader les personnes qui, en utilisant leur véhicule, contribuent à la pollution et au réchauffement climatique. Or, nombreux sont ceux qui *doivent* utiliser quotidiennement leur voiture, pour aller travailler, conduire leurs enfants à l'école, faire leurs courses, et qui n'ont pas d'autre choix, parce qu'il n'existe *aucun* moyen de transport public leur permettant de *ne pas* le faire. Sans parler, bien sûr, des petites entreprises de transport ou de livraison. Il était donc tout aussi évident, pour à peu près tout le monde, que cette taxe prétendument écologique ne dissuaderait *personne* de brûler de l'essence, mais signifierait simplement une augmentation de l'impôt indirect – l'impôt le plus injuste par excellence, puisqu'il s'applique indépendamment du revenu. L'argument écologique était d'autant plus inacceptable que ce même gouvernement est responsable d'avoir poursuivi et intensifié la suppression de classes, d'écoles, de maternités, de bureaux de poste, de lignes ferroviaires, autant de mesures qui condamnent les habitants des zones rurales ou péri-urbaines à recourir davantage à la voiture pour leurs nécessaires déplacements. En somme, en enrobage cette taxe d'un *alibi écologique*, le gouvernement a donné l'impression de se moquer de ceux qu'il pénalisait : *oltre al danno pure la beffa*.

Ce n'est pas la première fois, bien sûr, que des gouvernants affichent, en passant, leur manque de considération pour le « petit peuple ». Mais M. Macron a fait de ce mépris son signe distinctif, en multipliant les déclarations hautaines, souvent dans des contextes officiels. Quelques exemples parmi d'autres : devant la Reine du Danemark, le 29 août 2018, il moque le « Gaulois réfractaire au changement » ; le 25 août 2017, à la résidence de l'Ambassadeur de France en Roumanie, il déplore que « les Français détestent les réformes. [...] C'est un peuple qui déteste cela », tandis qu'on le voit, sur la vidéo de l'événement, faire un geste dédaigneux au moment où il prononce le mot « peuple » ; et le 29 juin 2017, lors d'une inauguration officielle, devant un parterre d'entrepreneurs, il déclare : « Une gare, c'est un lieu où l'on croise les gens qui réussissent et *les gens qui ne sont rien*. »

Le « peuple » ne s'y est pas trompé : M. Macron, supposément le président de tous les Français, n'est pas celui des « gens qui ne sont rien », et qui résistent, en effet, aux « réformes » parce qu'ils ont parfaitement compris que c'est le nom que l'on donne désormais à la destruction de leurs droits, de leurs acquis sociaux, et à l'alignement de la société sur les exigences du capitalisme.

1 texte publié par Franco Angeli Edizioni, consultable en ligne :

<https://www.francoangeli.it/riviste/SchedaRivista.aspx?IDArticolo=63633&Tipo=Articolo%20PDF&idRivista=157>

M. Macron, qui, lors de la campagne électorale 2017, s'était posé en incarnation du changement, d'une rupture avec l'ancien système politique, le vieux monde, qui avait plaidé pour l'horizontalité, a, sitôt élu, opté pour une gestion du pouvoir encore plus verticale, encore plus monarchique, que ses prédécesseurs. Ainsi a-t-il, par exemple, continué d'affaiblir les pouvoirs et les moyens financiers des collectivités locales au profit d'une centralisation accrue. Il a, plus généralement, accentué la disqualification des corps intermédiaires en cours depuis plus de dix ans, notamment des syndicats. Ces dernières années, les manifestations massives appelées par les grandes centrales syndicales n'ont *jamaïs* infléchi les réformes les plus impopulaires (réforme des retraites 2010, Loi Travail 2016, réforme de la SNCF 2017, de l'université 2017...). Le mouvement des Gilets jaunes est aussi la conséquence de cette fin de non-recevoir que le pouvoir oppose chaque fois à la contestation de la rue.

Désireuse d'enrayer et de discréditer la protestation, la classe politique au pouvoir, épaulée par les grands médias dépendants, a d'abord cherché à faire passer les Gilets jaunes pour de mauvais citoyens, indifférents à l'environnement et au réchauffement climatique. La ficelle était un peu grosse, et les contradictions du gouvernement en matière d'écologie (dénoncées par la démission surprise, le 28 août 2018, de Nicolas Hulot) trop patentes pour qu'il puisse se poser en modèle et en donneur de leçons vertes. Du reste, sur les 37,7 milliards d'euros de recettes que la hausse de la taxe carburants devait produire, il n'était prévu d'affecter que 7,2 milliards à la « transition écologique », selon Albéric de Montgolfier, rapporteur général de la Commission des Finances au Sénat. Le gouvernement a commis l'erreur de croire qu'il pourrait (une fois de plus) duper le bon peuple, profiter de sa résignation ou de sa bêtise supposées. Mais, comme me l'a dit un Gilet jaune rencontré sur un blocage à un rond-point de Montargis : « Il croit quoi, lui, là-haut ? On n'a peut-être pas fait d'études, mais nous aussi on a un cerveau. »

Cette phrase est moins anodine qu'il n'y paraît. Une des questions centrales que soulève le mouvement des Gilets jaunes, c'est bien celle de l'intelligence, au sens de compréhension des enjeux et des motivations des décisions politiques. Il est vrai, le mouvement est composite, traversé de contradictions idéologiques, il avance des revendications qu'il paraît difficile de rattacher dans leur ensemble à tel ou tel « bord » politique. Mais, si cela indique que les Gilets jaunes débordent et mettent à mal les frontières politiques instituées, les répartitions thématiques habituelles entre partis et entre syndicats, cela ne signifie pas pour autant que la pensée soit absente de leur mouvement. Au contraire, une véritable analyse critique de l'ordre politique est à l'œuvre dans cette révolte. La méfiance déclarée d'emblée à l'égard des partis et organisations syndicales et le refus de désigner des représentants en sont deux signes clairs : ils disent la conscience du risque que le mouvement soit récupéré à des fins électoralistes et/ou d'ambition personnelle, et foncièrement trahi. À la lumière de l'histoire des élections et des luttes sociales de ces quarante dernières années au moins, il faut reconnaître que cette crainte du dévoiement et de la trahison est parfaitement sensée. Il n'y a là aucune preuve de « populisme » ou de « poujadisme », comme l'ont dit certains commentateurs attachés à défendre le système politique en place, mais, au contraire, la marque d'une incontestable lucidité politique. Du reste, l'attitude des syndicats depuis le début du mouvement confirme assez nettement le bien-fondé de cette méfiance : à ce jour, malgré un soutien de principe et des déclarations parfois enthousiastes, aucune grande centrale syndicale n'a appelé à descendre dans la rue *avec* les Gilets jaunes, fixant au contraire des dates de manifestation scrupuleusement distinctes des leurs (par exemple, le 14 décembre, la veille de la cinquième journée d'actions du mouvement), et, malgré quelques allusions éparses, toutes se sont abstenues d'appeler à la grève générale, qui serait pourtant la (seule) façon de fédérer autour de cette révolte les aspirations populaires à la justice sociale.

C'est que la méfiance est réciproque : les grands partis, ayant vocation à gouverner un jour le pays, et les grands syndicats aimeraient sans doute récupérer cette protestation à leur profit, mais ils craignent d'être débordés par ce mouvement populaire de masse, qu'ils n'ont pas initié et qu'ils n'encadrent pas. Ils redoutent, peut-être à juste titre, la puissance révolutionnaire du mouvement des Gilets jaunes.

Dans un entretien paru dans *Le un* du 8 juillet 2015, M. Macron énonçait que, selon lui, les Français ont la nostalgie d'un roi : et « ce qu'on attend du président de la République – disait-il –, c'est qu'il occupe cette fonction ». La révolte des Gilets jaunes prouve que le futur président commettait là un contresens parfait. Les Français, dans leur grande majorité, ont d'abord et surtout la « passion de l'égalité », selon la formule de Tocqueville. La violence de la répression qui s'abat sur les manifestations des Gilets jaunes (et sur celles qui ont fleuri autour, comme celle des lycéens), la tentative de détourner l'attention sur les « casseurs », réels ou présumés, les arrestations préventives de milliers de manifestants, les quelques concessions marginales faites par le pouvoir, tout cela ne suffira pas à sauver l'avenir politique de M. Macron, ni, surtout, à éteindre durablement le feu de cette révolte des subalternes, qui marque l'affirmation du peuple politique, revendiquant son désir de pouvoir.

Christophe Mileschi

professeur à l'université Paris Nanterre, traducteur, écrivain